

Développement soutenable et réduction du temps de travail

Analyse critique appliquée au cas de la France

Jean-Marie HARRIBEY

Résumé de la Thèse de doctorat en sciences économiques

présentée à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne

(sous la direction de M. le Professeur Serge Latouche)

30 septembre 1996

Jury présidé par M. le Professeur René Passet

A la fin du XX^e siècle, le développement économique rencontre deux limites : l'une est écologique parce qu'il n'y a pas de croissance économique infinie qui soit matériellement possible dans un monde fini, l'autre est de nature sociale et culturelle parce qu'à l'échelle planétaire les phénomènes de pauvreté, de chômage, d'inégalités, d'acculturation connaissent une recrudescence importante, même dans les pays industrialisés au sein desquels le développement était censé les protéger ou les guérir de ces maux. Contrairement aux visions habituelles, le développement n'a jamais été celui de "tout l'homme et tous les hommes" (Perroux). Nous définissons la crise du développement comme *la rupture entre un processus d'accumulation et l'ensemble des procédures de régulation des relations sociales et des rapports entre l'homme et la nature instrumentalisée*. Il s'agit d'une crise sociale globale caractérisée par l'insoutenabilité de la répartition des richesses produites, du travail et des ressources naturelles, et qui, *a contrario*, a assuré la promotion du concept de développement soutenable ou durable.

Dans une première partie consacrée à la remise en cause du développement, nous présentons des éléments de critique méthodologique nécessaires à la compréhension de la crise du développement à la fois dans ses formes concrètes et dans sa conceptualisation. Nous faisons une large place notamment à la critique de la technique (Ellul) et de la rationalité économique, nous reprenons l'analyse de la valeur dans une perspective de critique des rapports sociaux (Marx) et nous nous situons par rapport à la critique socio-culturelle du développement (Latouche). Nous récapitulons ensuite les étapes qui ont conduit à l'éclosion du concept de développement soutenable.

Dans une seconde partie consacrée à la problématique du développement soutenable, nous montrons que celle-ci est placée dans une alternative. D'un côté, la démarche de l'économie de l'environnement consiste à internaliser les effets externes négatifs ; elle conduit dans le cadre de la rationalité économique à élargir constamment le champ des activités marchandes. A cette occasion, la théorie néoclassique a tenté d'élargir son domaine d'application à la gestion des biens naturels (à la suite de Hotelling) sous deux hypothèses particulièrement restrictives, la

possibilité pour le marché de produire un optimum social et la possibilité de substituer du capital manufacturé à du capital naturel, et au prix de la réduction du temps biologique au temps économique. D'un autre côté, la soutenabilité est définie par l'insertion de l'économie dans la biosphère avec pour perspective la reproduction des êtres et des systèmes vivants (Georgescu-Roegen, Passet). Cette démarche s'interdit de réduire des processus physiques à des grandeurs mesurables monétairement. Nous terminons cette présentation en proposant une typologie des approches du développement soutenable centrée sur les notions de valeur, car c'est au moment même où un nombre croissant d'individus sont exclus de toute possibilité d'insertion sociale et où apparaissent les dangers de la non prise en compte du "patrimoine" naturel que resurgit le problème théorique de la valeur, autant sous sa forme économique que sous sa forme éthique. En définitive, l'ambiguïté du concept de développement soutenable tient au fait qu'il s'inscrit à l'intérieur de la matrice idéologique du développement qui considère la croissance économique comme une condition nécessaire *universelle* et *permanente* de l'amélioration du bien-être.

Dans une troisième partie, nous essayons d'articuler un développement qualitatif soutenable permettant la reproduction des êtres et systèmes vivants avec une utilisation des gains de productivité pour réduire le temps de travail de tous, donner un emploi à chacun, et non pour accroître perpétuellement la production. Nous suggérons qu'une telle stratégie repose sur trois principes : responsabilité, solidarité et économie. Le principe de responsabilité (Jonas) définit une éthique collective à l'égard des générations futures en garantissant la pérennité des conditions de la vie. Le principe de solidarité va au-delà d'une simple théorie de la justice (Rawls) puisqu'il définit les moyens d'action en faveur de la justice sociale ici et maintenant. Nous élaborons un modèle de réduction des inégalités de revenus pour dégager les capacités de financer les créations d'emplois indispensables à la résorption du chômage. Nous testons ce modèle sur le cas de la France : il s'avère que, compte tenu de l'ampleur des inégalités, un prélèvement sur les seuls trois derniers déciles des titulaires de revenus est suffisant pour atteindre cet objectif. Notre proposition est opposée à celles de la "pleine activité" ou de l'"allocation universelle" dont les objectifs ne peuvent être que de pallier les dégâts de l'exclusion sociale mais pas d'y mettre fin. Enfin, le principe d'économie du travail humain et des ressources naturelles limitées vise à rendre compatibles le respect des écosystèmes et l'amélioration qualitative du bien-être. Après un inventaire critique des indicateurs de Revenu national soutenable et du Développement humain qui sont peu à même de rendre compte du principe d'économie parce que trop fortement corrélés à la croissance du PNB, nous proposons et calculons un indicateur de progrès purement qualitatif composé de quatre éléments : niveau d'éducation, préservation de l'environnement, activité-emploi, cohésion sociale.

L'entrée dans l'ère de la modernité, le décollage du développement industriel jumelé avec l'instauration de rapports sociaux capitalistes et l'entreprise de domestication de la nature ont conduit la théorie économique dominante classique puis surtout néoclassique à exclure dans un premier temps de son programme de recherche les éléments naturels réputés sans valeur et dans un deuxième temps à nier le travail humain comme fondement de la valeur d'échange des

marchandises. Cette double exclusion s'est révélée être une contradiction théorique insurmontable parce que l'irruption de la question de la soutenabilité écologique et sociale du développement a remis en lumière la nécessité d'une théorie cohérente de la valeur économique et d'une réflexion éthique sur ce que l'on peut considérer comme ayant une valeur, mais dans un sens tout à fait différent, parce que non réductible, non agrégeable à l'objet de la mesure économique.

Face à l'incapacité de penser la valeur (en confondant ses deux acceptions) de la nature et à celle de penser la place du travail dans le fondement de la valeur économique et dans la vie de chaque être humain, nous suggérons une reformulation de la théorie dite *loi de la valeur* ou *théorie macro-sociale de la valeur-travail*, cohérente avec une exigence de soutenabilité : la valeur économique diminue au fur et à mesure que l'économie du travail et celle de la nature prennent le pas sur leur gaspillage, c'est-à-dire que les valeurs éthiques sont de mieux en mieux respectées. Au terme de notre recherche, nous débouchons sur une question : dans la mesure où le capitalisme est inséparable d'un processus d'accumulation dont la croissance économique est le support, la remise en cause de cette dernière ne conduit-elle pas à envisager la transformation des rapports sociaux fondés sur le salariat et sur la marchandisation de toutes les activités humaines?

Pour lire la thèse dans son intégralité :

<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/index-ouvrages.html>

Sustainable development and reduction of working time.

Critical analysis applied to France.

Jean-Marie HARRIBEY

Abstract of the Thèse de doctorat en Sciences économiques

presented in the University Paris I-Panthéon-Sorbonne

(directed by Serge Latouche)

30 septembre 1996

Jury directed by René Passrt

At the end of the 20th century, economic development encounters two limits: the first is environmental because there is no endless economic growth that is materially possible in a finite world, the second is social and cultural because, on the planet level, such phenomena as poverty, unemployment, inequalities and acculturation grow considerably, even in industrialized countries within which development was supposed to protect from or get over these evils. Contrary to customary visions, development has never been that of “man and all men” (Perroux). We define the development crisis as *the breach between an accumulation process and the whole of the regulation procedures of social relations and of the links between man and instrumentalized nature*. This is a global social crisis whose characteristic feature is the unsustainability of the distribution of produced wealth, work and natural resources and which, *a contrario*, has helped promote the concept of sustainable development.

In a first part, devoted to the calling into question of development, we present the elements of methodological criticism that are needed to understand the development crisis both in its concrete forms and its conceptualization. We focus namely on the criticism of technique (Ellul) and of economic rationality, we resume the analysis of value with a view to examining social relations (Marx) and we place ourselves in relation to the social-cultural criticism of development (Latouche). Then, we sum up the various stages that lead to the birth of the concept of sustainable development.

In a second part, devoted to the problems of sustainable development, we show that these problems are placed in an alternative. On the one hand, the approach of environmental economy consists in internalizing the negative externalities: within the framework of economic rationality, it leads to constantly extend the field of trade activities. In this respect, the neo-classical theory tried to widen its sphere of application to the management of natural goods (following Hotelling) under two particular restrictive hypotheses, the possibility for the market to produce a social optimum and the possibility to substitute manufactured capital for natural resources, at the

expense of the reduction of biological time to economic time. On the other hand, sustainability is characterized by the insertion of economy in the biosphere with the prospect of the reproduction of living beings and systems (Georgescu-Roegen, Passet). According to this approach, physical processes cannot be reduced to amounts that can be measured in terms of money. We end off this demonstration proposing a typology of the approaches of sustainable development focusing on the notions of value, for at the very time when an increasing number of people are denied social integration and when the dangers of not taking into account the natural heritage appear, the theoretical problem of value re-emerges both in its economic and ethic form. Finally, the ambiguity of the concept of sustainable development lies in the fact that it fits within the ideological matrix of development that considers economic growth as a *universal* and *permanent* condition necessary to the improvement of welfare.

In a third part, we try to link a qualitative sustainable development allowing beings and systems to reproduce, with productivity gains to be used to reduce everybody's working time, to give each one a job, and not in order to keep production increasing. We suggest that such a strategy is based on three principles: responsibility, solidarity and saving. The principle of responsibility (Jonas) defines a type of collective ethics regarding future generations by ensuring endless living conditions. The principle of solidarity goes beyond a mere theory of justice (Rawls) since it defines the measures in favour of social justice here and now. We develop a model for the reduction of inequalities so as to derive the means to fund job creation necessary to cut down unemployment. We test this model on the French case. It turns out that, considering the scale of inequalities, a levy on only the last three decils of income holders is enough to reach this goal. Our suggestion contrasts with those of "full activity" or of "universal allocation" whose purpose can only be to compensate for the damage caused by social exclusion but not to stop it. The principle of saving labor and limited natural resources aims to make protection of ecosystems and qualitative improvement of welfare compatible. After a critical assessment of the Indicators of Sustainable National Income and of Human Development, which cannot account for the principle of saving because they are too closely connected with the GNP growth, we put forward and work out purely qualitative progress indicator made up of four elements: education level, environment protection, activity-employment and social coherence.

The access to the modernity era, the taking off of the industrial development twinned with the institution of capitalistic social relations and the attempt to domesticate nature lead the classical prevailing economic theory, and particularly the neo-classical one, to exclude at first from its research programme the natural elements supposed to be worthless and subsequently to deny human work as the foundation of the trade value of goods. This double exclusion happened to be an insuperable theoretical contradiction because the irruption of the issue of environmental and social sustainability of development brought out the need for a coherent theory of economic value and for an ethical reflexion about what can be considered as valuable, but with a totally different meaning, because it cannot be simplified and united to the object of economic measure.

Faced with the inability to think out the nature value (combining the two meanings) and to think out the place of work in the foundation of economic value and in the life of each human being, we suggest a new formulation of the theory known as *the law of value* or *the macro-social theory of work-value*: economic value decreases as labor saving and that of nature supplant their wasting, that is to say ethical values are more and more respected. Having reached the end of our research, a question arises: insofar as capitalism cannot be disconnected from a process of accumulation supported by economic growth, does not the latter being questioned lead to the transformation of social relations based on the salary-system and the sale of all human activities?

To read all the thesis :

<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/index-ouvrages.html>